

# Éléments de contribution à l'analyse de la situation politique dans l'Union européenne

jeudi 3 janvier 2013, par [ANTENTAS Josep Maria](#) (Date de rédaction antérieure : 13 octobre 2012).

**Nous publions ici la version écrite, à l'issue des débats, et actualisée du rapport sur la situation européenne présenté lors de la réunion du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale le 13 octobre 2012 par Josep Maria Antentas.**

---

1. L'économie européenne continue à souffrir de la crise. Le Fonds monétaire international (FMI) lui-même prédit, pour l'année 2012, une récession de 0,4 %, et en 2013 une croissance d'à peine 0,2 % du PIB. La récession est particulièrement importante à la périphérie, en particulier en Grèce et dans l'État espagnol (diminution du PIB espagnol de 1,5 % en 2012 et de 1,3 % en 2013), et la croissance très faible au centre, avec des prévisions de 0,9 % pour l'Allemagne. La stagnation économique générale et la politique d'austérité affectent négativement ce dernier pays, les exportations vers le reste de l'Europe ont tendance à chuter (en baisse de 11,4 %, dont en particulier de 15,8 % vers le Portugal, de 9 % vers la Grèce et de 8,6 % vers l'Italie) et ne sont pas compensées par l'augmentation des exportations vers les États-Unis et la Chine.

## Tensions dans l'UE

La crise génère des tensions dans l'ensemble de l'édifice de l'Union européenne (UE) de la zone Euro tout en accentuant les dynamiques internes néocoloniales et de division entre le centre et la périphérie. Dans ce contexte, l'Europe méditerranéenne est devenue le lieu où se condensent toutes les tensions politiques et sociales de la crise. L'avenir de l'euro reste incertain, bien que la politique de l'Allemagne soit de maintenir la monnaie unique, nécessaire pour favoriser ses exportations, en tirant sur la corde sans la rompre. La fuite des capitaux de la périphérie vers le centre se poursuit (l'État espagnol a subi entre juin 2011 et juin 2012 une sortie de capitaux d'un montant de 296 milliards d'euros, soit 27 % de son PIB de 2011, pendant que l'Italie enregistrait la sortie de 235 milliards d'euros, soit 15 % de son PIB de 2011) alors que la disparité entre les taux d'intérêt de la dette souveraine des pays comme l'Allemagne et l'État espagnol ou l'Italie indiquent le risque pour l'euro.

Le facteur le plus immédiat qui marque l'agenda européen c'est le « sauvetage » financier de l'État espagnol, qui plane sur la politique européenne depuis des mois. Apparemment imminent depuis des semaines, il semble que maintenant il puisse être un peu retardé. Au-delà des doutes du gouvernement espagnol et, surtout, de l'Allemagne elle-même, la question est toujours présente dans un scénario où il y a aussi l'Italie, Chypre et la Slovénie. En Grèce, la crise politique va certainement s'aggraver et la stratégie de la troïka passe par la préparation d'un pare-feu qui, au cas où il faudrait déconnecter le pays de l'euro, aurait pour but d'empêcher un effet domino.

Dans cette situation le débat sur l'euro gagne du terrain au sein de la gauche européenne, mais la

Grèce est encore le seul pays où ce débat a dépassé les cercles restreints. En son temps, la gauche anticapitaliste en Europe s'était opposée à la création de l'euro, car il s'agissait d'un projet au service des pouvoirs économiques dominants dans l'UE qui était préjudiciable aux travailleurs. Mais une fois établi et apparemment consolidé en tant que réalité incontournable, la politique la plus adéquate consistait à mettre l'accent sur une rupture internationaliste et solidaire (une opposition à tous les traités, Constitutions, directives, etc.) sans avancer de réponses en termes de « sortie » de l'UE ou de l'euro. L'élaboration d'une rupture avec l'Europe du capital, qui soit internationaliste et non pas fondée sur un repli nationaliste étatique, continue à être une question stratégique. Cependant l'évolution de la situation met à l'ordre du jour la question concrète de la monnaie, de l'euro qui n'apparaît plus comme un fait irréversible. Dans ce contexte nous n'avons pas besoin de faire de la question de la sortie de l'euro un tabou ni de considérer son existence comme irréversible — ce qui était le cas avant la crise.

Néanmoins, la question de la sortie de l'euro ne doit pas être posée comme une revendication programmatique a priori, de même qu'il n'est pas fondamental de centrer le débat sur la monnaie. Il est préférable de placer la question de la sortie de l'euro comme une possible conséquence de la rupture avec les politiques de l'austérité : de la suspension du paiement de la dette, du rejet des politiques dites d'ajustement, de la révocation des politiques de paupérisation déjà entamées, de l'expropriation des banques... Autrement dit, un éventuel gouvernement des gauches dans un pays européen, au lieu de mettre en avant sa volonté de sortir de l'euro, devrait en premier lieu rompre avec les politiques imposées par la troïka tout en assumant la possibilité d'une expulsion de la zone euro. D'autant plus qu'elle n'est pas garantie à 100 %, surtout s'il s'agit d'un pays économiquement important (l'État espagnol, l'Italie, etc.), car cela pourrait avoir des conséquences sur la survie de l'euro lui-même. Face à un scénario de « désobéissance » d'un État membre de l'UE, la troïka serait certainement obligée de punir une telle insubordination, pour éviter d'en faire un exemple qui se généralise, mais elle pourrait avoir des difficultés à expulser de la zone Euro un État économiquement pesant, ou deux États qui agiraient ainsi de concert. Un gouvernement de gauche devrait donc être préparé pour une sortie de l'euro et y préparer la population, mais il n'est pas utile comme stratégie de mettre en avant la sortie volontaire de l'euro même s'il faut toujours dénoncer le modèle d'intégration européenne construit depuis des années.

## **Réorganisation sociale d'envergure et changement du régime politique**

2. Ce qui est en marche c'est un projet de réorganisation sociale d'envergure et de changement du modèle social sous la férule du capital financier. Il ne s'agit pas d'un projet achevé, cohérent, totalement planifié, mais il ne fait pas de doute que l'enjeu c'est une modification profonde et draconienne du modèle social actuel. Dans la périphérie de l'Europe nous assistons à une « tiers-mondisation » ou « latino-américanisation » du modèle social des sociétés euro-méditerranéennes (inégalités, déstructuration sociale, augmentation des violences, etc.). Au centre de l'Europe la destruction du dit « modèle social européen » et des vestiges du « capitalisme rhénan » s'approfondissent en vue d'aboutir à une « nord-américanisation » du continent sur le modèle d'un capitalisme dérégulé et sauvage. C'est la trajectoire de l'Allemagne après les réformes de Schröder et les lois Hartz au début de ce siècle.

La transformation du modèle social implique un changement du régime politique. La régression oligarchique des démocraties parlementaires s'approfondit et s'intensifie. Leur contenu s'est vidé, et les mécanismes démocratiques institutionnels traditionnels des pays européens implorent au travers de leur subordination extrême aux intérêts du capital financier. Les « coups d'État financiers » en Grèce et en Italie ainsi que la nomination aux postes institutionnels clés de l'UE, dans beaucoup d'États membres, des hommes de Goldman Sachs sont l'expression, pour l'instant la plus avancée, de ce phénomène. En temps de crise, il vaut mieux prendre directement la barre du navire.

Dans les pays périphériques la crise économique et sociale devient une crise politique de plus en plus profonde, avec des processus croissants de perte de légitimité des institutions et des principaux partis politiques et le rejet des élites financières. En Grèce — le cas le plus avancé — une crise de l'hégémonie continue à s'approfondir et a déjà provoqué une explosion du système des partis traditionnels. Dans l'État espagnol le rejet des « politiciens et banquiers » — qui a été le thème fondateur du mouvement des indignés (le « 15M ») — continue à se renforcer et ouvre de plus en plus une dynamique de « crise du régime », car on y observe une mixture de l'usure des institutions étatiques (y compris du Roi, quoique de manière encore nuancée) et des grands partis du fait de leur gestion de la crise en faveur des banquiers, d'une crise du modèle de l'État et d'une montée du séparatisme en Catalogne et au Pays Basque.

L'approfondissement des conséquences politiques de la crise en Grèce, au Portugal et dans l'État espagnol — implosion du système traditionnel des partis, troubles sociaux et problèmes de « gouvernance » — annoncent une détérioration de la situation politique dans des pays où la tradition « démocratique » des élites politiques est très superficielle et peu enracinée historiquement. La répression policière s'accroît, les législations sont durcies et le pouvoir viole de plus en plus fréquemment ses propres lois et ses règles de jeu lorsqu'il le juge nécessaire, le tout dans le cadre d'une involution autoritaire croissante de la vie politique et sociale, à laquelle il faut ajouter la croissance ou l'irruption de l'extrême droite. Le recours aux issues autoritaires, qui peuvent prendre beaucoup de formes, deviendra de plus en plus une hypothèse réelle aux yeux de la classe dominante à mesure que la crise de légitimité va s'aggraver et que les mécanismes traditionnels de domination se décomposeront.

### **La social-démocratie : un courant historiquement épuisé**

3. Au niveau européen la social-démocratie ne présente aucune alternative aux politiques actuelles, ni aucun agenda spécifique de sortie de crise, qui différencierait de celui de la droite et du capital financier. Dans les pays de la périphérie la social-démocratie (PASOK, PSOE, PSP...) ont activement collaboré à l'application des politiques d'ajustement. En Allemagne, le SPD ne remet pas non plus en cause réellement l'austérité de Merkel ni le discours officiel sur la crise qui blâme les « travailleurs du Sud ». Il n'est pas exclu, qu'à l'avenir une majorité social-démocrate dans les pays clés de l'UE pourrait présenter une légère variation politique ou permettre aux pays dans la pire situation de « respirer » et décider d'ouvrir un peu la valve pour relâcher la pression, dans le but de palier à l'aggravation des tensions sociales, mais il ne s'agira guère d'un changement sérieux d'orientation politique. Malgré toute la bulle médiatique autour de François Hollande, les attentes de ceux qui ont mis leurs espoirs dans sa candidature ont été rapidement déçues : malgré ses promesses électorales le budget de son gouvernement maintient le compromis avec les politiques d'austérité (réduction du déficit de 4,5 % à 3 % du PIB l'an prochain et à 0 % en 2017) et soutient le pacte fiscal à l'échelle européenne.

La social-démocratie apparaît aujourd'hui comme un courant historiquement épuisé et sans projet politique. Là où elle a appliqué les politiques d'austérité, elle paye un prix énorme. Elle conserve toujours, avec des formes distinctes selon les pays, d'amples appareils politico-électorales, des appuis dans certains secteurs de la société et dans les syndicats, le contrôle ou du moins des affinités avec les médias ainsi que, malgré tout, un important soutien électoral et dans de nombreux pays (Grande-Bretagne, Allemagne...), elle apparaît comme l'unique solution de rechange disponible face aux gouvernements conservateurs. Dans l'Europe méditerranéenne la crise de la social-démocratie a atteint une intensité croissante, mais à des degrés différents. En Grèce, le PASOK a été détruit et les intentions de vote en sa faveur sont inférieures à 10 %. Dans l'État espagnol le PSOE ne remonte pas dans les sondages et ne capitalise pas l'usure du gouvernement droitier du Parti populaire (PP) mais, au contraire, il a perdu à marches forcées le soutien électoral et la crédibilité sociale. Au Portugal, le PSP conserve un électorat important et capitalise d'une certaine manière

l'usure du gouvernement de Passos Coelho, en combinant un radicalisme verbal hypocrite contre les coupes budgétaires et un soutien fondamental aux politiques d'austérité. Mais tout indique que lorsque le gouvernement de Passos Coelho tombera, le PSP se compromettra à nouveau dans la gestion de l'austérité, que ce soit au sein d'un gouvernement d'unité nationale ou sous une autre forme, ce qui l'usera irrémédiablement.

Dépourvue d'un projet de transformation et convertie en serviteur fidèle du pouvoir financier à un moment où ce dernier sacrifie toute la société pour se sauver lui-même, la social-démocratie du Sud de l'Europe est entrée en contradiction et en collision avec sa base sociale. La social-démocratie a joué un rôle dans la formation au cours des années 1970 des régimes post-dictatoriaux en Grèce, au Portugal et dans l'État espagnol. Sa forte crise dans ces pays est aussi un reflet de la crise de l'ensemble de l'ordre politique qui y a été alors établi.

### **Nouvelle phase des luttes sociales**

4. Le début d'une nouvelle phase des luttes sociales depuis 2011 apparaît clairement, bien que ces dernières sont encore très inégales à travers le continent, atteignant une dimension de masse ou de « rébellion » seulement dans la périphérie méditerranéenne (avec des exceptions significatives, comme l'Italie) ou dans les pays de l'Est (la Roumanie au début 2012...). Dans d'autres, telle la Grande-Bretagne, les luttes contre les coupes budgétaires sont remarquables du point de vue des standards habituels du pays, comme l'indique la manifestation du 20 octobre. La vague actuelle des luttes a des limites claires, en termes géopolitiques, comme en témoigne le fait qu'elle n'a pas encore atteint la France, pays clé dans les résistances au néolibéralisme depuis 1995 et jusqu'à l'éclatement de la crise, ni l'Italie, où la situation sociale n'a pas encore explosé « à l'espagnole ». Sans tomber dans le déterminisme, il est toutefois le plus prévisible qu'au fur et à mesure que les politiques d'ajustement vont s'approfondir et accompagner l'instabilité dérivée de la crise, ces pays connaîtront aussi, tôt ou tard, leur « 15M », avec ses formes propres et inattendues, qui déblocquera la situation et marquera l'entrée dans un nouveau cycle.

L'internationalisation des mouvements des « Indignés » et d'« Occupy », ces nouvelles résistances à l'austérité, est très inégale. Le 15 octobre 2011 a été un pas en avant notable et a représenté une journée d'action mondiale importante, qui a été suivie quelques mois plus tard par les protestations de Blockupy Frankfurt, en mars 2012, au cœur financier du continent. Mais le nouveau mouvement n'a pas encore été en mesure de se doter de structures internationales ni de cadres de travail solides pour impulser la dynamique de la coordination internationales qui iraient au-delà des journées mondiales d'actions symboliques, telle la récente journée du 13 octobre contre la dette. Les initiatives organisées pour ce qui reste de la vague altermondialiste comme Firenze 10+10 sont périphériques par rapport au nouveau mouvement. Aussi, les tentatives d'impulser un mouvement européen du côté de la gauche syndicale britannique comme le Conférence européenne contre l'austérité n'ont pas assez de projection continentale pour déclencher une dynamique européenne. Dans cette situation il faut travailler sur un triple plan : impulser des résistances nationales/étatiques contre les coupes budgétaires, des protestations mondiales du type de celles du 15 octobre 2011 ou du 13 octobre 2012, et des actions de solidarité spécifiques avec les pays périphériques affectés par l'ajustement structurel — la Grèce et l'État espagnol étant les plus concernés dans l'immédiat.

La logique du cycle actuel est défensive face à une vague sans précédents d'attaques. Elle se développe dans une situation de rapport de forces mondial très défavorable, mais elle a en son sein des éléments offensifs, c'est-à-dire perturbateurs et capables de déstabiliser le fonctionnement routinier des institutions, capables aussi de contre-attaquer. Les luttes sociales n'ont pas atteint une dynamique de victoires permettant une accumulation des forces et les grandes batailles livrées dans toute l'Union européenne l'année dernière ont été perdues. Il peut y avoir, cependant, des

possibilités de victoires partielles dans l'avenir, tel le cas du paiement en nature des dettes hypothécaires (dación en pago) dans l'État espagnol, par exemple. Au Portugal, les protestations du 15 septembre ont obtenu une rectification significative des mesures prévues par le gouvernement mais ont été remplacées par une augmentation des impôts et ça n'a pas été perçu comme une victoire. Il manque encore des victoires clés qui transmettraient le message fondamental qu'il faut généraliser : « Oui, c'est possible ! »

La traduction de ces mobilisations en organisation collective stable (associative, syndicale, politique, etc.) est encore très faible (assemblées de quartiers instables et réduites). Le défi est de reconstruire un nouveau bloc social — dont les bases sont encore fragiles et gélatineuses dans une société fragmentée et déstructurée — qui articule les intérêts communs à partir de la compréhension de la pluralité du social.

Malgré le manque de victoires et une vie quotidienne de plus en plus désespérée, il n'y a pas un sentiment de défaite au sein des sociétés touchées par l'ajustement structurel. Même en Grèce, où une partie importante de la population a perçu la défaite électorale de Syriza comme la fin du dernier espoir face à l'austérité, il n'y a pas un sentiment d'échec définitif ni de résignation. On ne jette pas l'éponge. Au contraire, à mesure que les politiques d'ajustement se durcissent dans toute la région euro-méditerranéenne, les envies de lutter se multiplient.

### **Syndicalisme désemparé**

5. La capacité de mobilisation citoyenne et sociale dans les rues contraste avec les difficultés de les construire sur les lieux de travail du fait du chômage, de la précarité et des transformations de l'organisation de la production (sous-traitance, externalisation, etc.). Ces éléments rendent difficile le développement d'un nouveau syndicalisme combatif et mobilisateur. Le syndicalisme majoritaire reste attaché à un modèle institutionnalisé orienté vers le « dialogue social » qui est stratégiquement épuisé. L'ampleur des attaques et la réaction sociale d'en bas des mouvements des « indignés » pousse les syndicats majoritaires, en particulier dans le Sud de l'Europe, à la lutte, mais sans que cela implique un changement du modèle syndical ni une réflexion stratégique sur l'épuisement du « dialogue social ». Ils maintiennent une orientation en zigzag (mobilisation, tentative avortée de dialogue social, mobilisation face à la nouvelle agression et ainsi de suite). Ils sont déchirés entre leur orientation en faveur d'une concertation, qui n'est pas viable, et la nécessité de se mobiliser pour défendre les droits sociaux et leur propre avenir, tout en restant ancrés dans une mentalité institutionnelle et bureaucratique et dans la volonté de ne pas se mêler aux luttes et aux mouvements sociaux qu'ils ne contrôlent pas.

Au niveau européen, la Confédération européenne des syndicats (CES) n'offre aucune alternative cohérente de résistance aux plans d'ajustement et ne tente pas d'articuler la solidarité internationale des travailleurs. La fracture entre les syndicats du Sud et ceux du centre et du Nord de l'Europe s'est élargie et s'est approfondi avec la crise et l'application des politiques d'ajustement. Les syndicats du centre et du Nord de l'Europe acceptent, de manière plus ou moins explicite, le récit officiel de leurs gouvernements et de la troïka, selon lequel ce sont les travailleurs du Sud de l'Europe — traités de peu productifs, gaspilleurs et ne payant pas les impôts — qui portent la responsabilité de la crise. Cette argumentation sert aux gouvernements et aux élites financières du centre et du nord à dévier vers l'extérieur les contradictions sociales internes.

La journée du 14 novembre 2012 a été un pas en avant dans la coordination syndicale internationale d'une riposte aux politiques d'austérité, qui va bien au-delà de ce qui a été fait traditionnellement (journées symboliques de mobilisation syndicale européenne). Pour ce 14 novembre des grèves générales ont été annoncées au Portugal, dans l'État espagnol, et des activités en Grèce (finalement ça n'a pas été le cas car le pays avait déjà fait grève générale les 6 et 7 novembre), au Chypre et à

Malte, en Belgique francophone et une grève de 4 heures appelée en Italie par la CGIL. Néanmoins la portée internationale de la journée du 14 novembre a été finalement moins importante que prévu et est restée centrée sur l'axe ibérique. La dimension internationale du 14 novembre a été utile pour renforcer le succès des appels nationaux/étatiques au Portugal et dans l'État espagnol en leur donnant une plus grande crédibilité, même si encore insuffisante pour générer dans l'imaginaire collectif des travailleurs euro-méditerranéens la perception qu'ils font partie d'un mouvement international solidaire de riposte contre les politiques d'austérité et d'ajustement structurel. Une « euro grève » ou une « grève euro-méditerranéenne » sert mieux cela que les décennies d'efforts bureaucratiques du lobby syndical à Bruxelles. Si la journée internationale du 14 novembre restera une exception, elle n'aura pas beaucoup d'importance. Mais si elle sert pour marquer un début, même très timide, vers l'internationalisation de la stratégie du syndicalisme officiel, elle aura été une avancée notable, même si très insuffisante.

## **A la gauche de la social-démocratie**

**6.** La gauche à la gauche de la social-démocratie a des difficultés à se développer dans le contexte de la crise. La traduction politique et électorale des résistances sociales reste limitée et contradictoire. La gauche capitalise moins le malaise social que l'extrême droite ou la droite populiste. Il faut en rechercher les raisons fondamentales dans des phénomènes bien connus : le poids des défaites politiques des dernières décennies, l'absence de références idéologiques, la dépolitisation, le manque de crédibilité des partis. La montée de l'extrême droite à travers tout le continent est basée sur la xénophobie, qui en est le dénominateur commun, et sur l'exploitation du malaise social produit maintenant par la crise et, depuis longtemps, par la destruction de l'État providence au cours des décennies par le néolibéralisme. L'extrême droite prend la forme, bien qu'avec de nombreuses variantes selon les pays, d'une « droite nationale » populiste (dans certains cas il s'agit d'une droite néofasciste « camouflée »), à l'exception de l'Aube dorée en Grèce, modélisée directement sur le fascisme et le nazisme des années 1930.

Cependant, la désaffection citoyenne envers les grands partis s'approfondit, de même que le châtement électoral des gouvernements (de droite ou socio-libéraux) dans chaque pays successivement. Comme signalé précédemment, dans les pays périphériques la social-démocratie a subi une crise historique en entrant en contradiction avec sa base sociale. Des phénomènes, dont l'émergence exprime à la fois cette désaffection et ce malaise d'une part, ainsi que l'absence de visions alternatives cohérentes d'autre part, apparaissent en divers lieux. C'est le cas des succès du Parti pirate en Suède d'abord, puis en Allemagne, attirant les votes des jeunes de classes moyennes qui ne s'identifient plus à la social-démocratie et aux Verts (bien qu'il s'agisse d'un phénomène fort différent, on peut aussi mentionner la candidature populiste démagogique de Beppe Grillo en Italie). Malgré tout, le double contexte de crise capitaliste et de la multiplication des luttes sociales ainsi que de la repolitisation (qui part cependant de très bas) constitue un terroir favorable aux forces de gauche en Europe.

à la gauche de la social-démocratie le rapport des forces entre les courants anticapitalistes et révolutionnaires et les forces réformistes s'est dégradé en faveur de ces dernières, encore plus au cours de la dernière période. De nombreuses formations réformistes ont bénéficié au niveau électoral du discrédit de la social-démocratie et de l'absence d'alternatives anticapitalistes fortes, bien que pas toutes d'entre elles ne connaissent le bon moment et que quelques forces importantes de ce camp, comme Die Linke en Allemagne, ont connu un important affaiblissement. Les Verts, pour leur part, connaissent des situations distinctes selon le pays, mais à quelques exceptions ponctuelles près (comme en Grande-Bretagne) se sont converties en forces très institutionnelles et très à droite. La gauche anticapitaliste européenne apparaît comme crédible, dans de nombreux pays, sur le terrain social et militant, mais pas sur le terrain électoral. La campagne présidentielle du NPA avec Philippe Poutou est un bon exemple de cela (et, à une échelle plus modeste, les

campagnes successives de l'Izquierda Anticapitalista dans l'État espagnol). Poutou a obtenu un modeste 1,1 % des suffrages exprimés (très peu en comparaison avec les 11,1 % de Mélenchon ou avec les précédents 4 % d'Olivier Besancenot du NPA), mais l'écho politique et social ainsi que les sympathies suscitées par sa candidature et ses propositions ont été bien au-delà de son résultat et ont rencontré des sympathies parmi ceux et celles qui ont opté de manière instrumentale pour le vote en faveur de Mélenchon.

Avec le recul du NPA en France, la gauche anticapitaliste a « disparu » comme un courant visible sur le terrain médiatique et électoral européen face à la gauche réformiste antilibérale, même si elle reste un courant significatif sur le terrain militant et dans l'activité sociale. Les formations anticapitalistes importantes comme le Bloco de Esquerda au Portugal ou l'Alliance Rouge et Verte au Danemark ont une faible visibilité européenne et, en absence d'un pôle anticapitaliste européen, leur politique internationale s'incline vers le Parti de la Gauche Européenne impulsé par l'Izquierda Unida d'Espagne, le Front de gauche de France, Die Linke d'Allemagne et d'autres. Il ne faut pas nécessairement penser que cette situation d'absence de visibilité de la gauche anticapitaliste va se stabiliser et il peut y avoir de nouveaux changements. Au cours de la dernière décennie nous avons pu voir des « promotions » et des « chutes » rapides des diverses forces (le Partito della Rifondazione Comunista en Italie, Die Linke en Allemagne, le NPA en France...) et il ne faut pas considérer, par exemple, la scène française actuelle comme étant fixe et irréversible, même si c'est une réalité aujourd'hui incontournable.

Les perspectives de la croissance des organisations anticapitalistes et révolutionnaires européennes, à part quelques exceptions nationales, sont celles de la construction des forces militantes, avec un poids significatif dans les luttes, mais avec une incapacité, du moins à court terme, de se transformer en puissants référents électoraux, à un moment où ceci est plus nécessaire que jamais devant l'avancée des politiques d'ajustement et la réorganisation sociale qu'elles impliquent. C'est pour cela qu'il faut placer la construction d'organisations anticapitalistes et révolutionnaires dans le cadre de la perspective plus ample de la construction de nouveaux outils politiques unitaires, qui prendront des formes distinctes selon le pays et qui peuvent acquérir une audience et une influence massive.

La montée de Syriza en Grèce marque la dynamique de la gauche européenne qui se trouve toute entière interpellée par son irruption. En Europe, Syriza est devenu une référence concrète indiquant qu'il est possible d'articuler un projet politique électoral capable de disputer l'hégémonie électorale à la social-démocratie et d'avoir une vocation majoritaire. Si Syriza ne commet pas de grandes erreurs, son influence au sein de la gauche européenne va probablement grandir dans le contexte de l'absence d'autres grands exemples. Ce n'est pas une formation anticapitaliste et sa direction adopte des positions « réformistes de gauche », avec un programme et une stratégie qui ne vont pas « jusqu'au bout » d'un projet conséquent de rupture, mais c'est un projet qui se situe à gauche de ceux d'Izquierda Unida, du Front de Gauche ou de Die Linke. Sa composante réformiste de gauche cohabite avec des courants radicaux en son sein qui, bien que minoritaires, ont un poids certain et, surtout, le projet politique de Syriza se développe dans un contexte de soulèvement populaire. L'évolution de Syriza est incertaine et sera soumise à des pressions contradictoires : la logique de la gouvernance et de la respectabilité institutionnelle, d'une part, et la radicalisation sociale croissante en tant que conséquence de l'intensification des attaques sociales, de l'autre. Les anticapitalistes ne doivent pas idéaliser de manière acritique Syriza, mais ne doivent pas non plus adopter une attitude sectaire. Nous avons à revendiquer ce qui dans Syriza correspond à nous et montrer notre sympathie pour ses avancées sociales et électorales et pour leur signification, ainsi que chercher les échanges avec sa direction et approfondir les liens avec les courants de gauche en son sein. Au delà du « Syriza réel », le « symbole Syriza » est devenu l'exemple qu'il « est possible » de construire une alternative. C'est sa principale signification pour la gauche européenne.

## **Politisation forte et contradictoire**

7. Dans les pays où la révolte sociale contre les ajustements a éclaté, existe une forte politisation sociale, même si c'est une politisation contradictoire, qui commence à remonter de très bas, sans référents claires (politiques, culturelles, intellectuelles, historiques, organisationnelles, etc.), ou avec des référents excessivement confus et des résultats réels peu définis (bien que, paradoxalement, il y a des idéalizations de la « révolution » islandaise ou des processus latino-américains). Cette politisation ne pousse pas encore vers la construction d'instruments politiques ni même des structures sociales stables, mais elle a laissé derrière elle ce que Daniel Bensaïd appelait la période de « l'illusion sociale », celle de l'autosuffisance de la lutte sociale elle-même des années 1990 ou de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, ou des idées de « changer le monde sans prendre le pouvoir » du style de Holloway (ce n'est pas en vain que les révolutions arabes, avec les tentatives populaires de renverser le pouvoir et la chute des dictatures, sont l'événement fondateur qui reste présent dans l'imaginaire de la jeunesse radicalisée contre l'austérité en Europe). La « question politique » apparaît chaque fois plus inévitable face à la virulence des attaques du pouvoir, qui agressent les conditions de vie et qui provoquent la perte de légitimité des partis et des institutions, justement du fait de leur profondeur. En termes historiques, la variable la plus importante c'est l'intégration de la majorité des militants sociaux, de la gauche sociale aujourd'hui inorganisée politiquement, à la construction de nouveaux outils politiques.

Dans la périphérie euro-méditerranéenne l'application des plans d'ajustement structurel ébranle la société dans son ensemble, tend à dynamiter le système des partis et à faire éclater les mécanismes traditionnels de la représentation politique. Compte tenu de la profondeur de ces attaques, le discrédit de la social-démocratie et l'extrême urgence d'obtenir des solutions, parfois le débat sur « l'alternative », sur « l'instrument politique », se transforme directement en débats sur comment former une « alternative de gouvernement » inspiré de l'Amérique latine — précipités du point de vue stratégique et, bien que partant d'une réelle nécessité, faisant néanmoins courir le risque de « brûler les étapes ».

La politisation croissante et la montée des luttes sociales poussent en même temps et de manière contradictoire à soutenir de manière instrumentale la gauche traditionnelle et à la formation de nouvelles alternatives en marge des partis institutionnels. Il est possible que finalement le soutien instrumental à ce qui existe prévaudra ou, au contraire, la pulsion à faire du nouveau l'emporte. Probablement les deux vont finir par se combiner. La clé ce sera comment et avec quels poids respectifs. De même, la forme que prendra « le nouveau » sera également déterminante et si c'est la logique de la transformation radicale du système qui y prévaudra ou, au contraire, les courants qui expriment une critique plus superficielle et épidermique du monde actuel parviennent à s'y imposer.

La dynamique générale favorise la radicalisation sociale alimentée par la constatation de l'impossibilité d'obtenir des changements réels et la perception généralisée que le système et les « marchés » sont imperturbables. Mais cette radicalisation a aussi d'importantes limites, en raison de la faiblesse de la gauche, de l'absence des références, du poids cumulé des défaites, de l'absence de perspectives du changement social, du peu de clarté stratégique de nombreux mouvements et, dans de nombreux cas, la radicalité s'exprime plus dans les formes des luttes et dans sa dynamique qu'en termes strictement programmatiques. Le défi fondamental de la période c'est comment cette conscience antisystémique diffuse va acquérir une plus grande consistance programmatique et stratégique (clarifiant ce que signifie être « anticapitaliste », une « révolution », comment changer le monde...).

## **Nouveaux instruments politiques**

Dans quelques pays vont apparaître de nouveaux outils, qui graviteront peut-être autour des forces



réformistes, mais qui offriront un profil de rupture avec l'austérité et seront connectés avec le radicalisme social qui monte (l'Alternativa Galega de Esquerdas, en Galicie, une formation qui a obtenu 9 % de suffrages et 14 députés lors des élections du 21 octobre dernier, en constitue peut-être l'exemple le plus récent). Dans d'autres, ce seront des alliances entre les courants radicaux et anticapitalistes et/ou avec des secteurs de la gauche sociale qui seront l'axe de nouveaux regroupements et instruments. Avec des scénarios divers, des voies distinctes et des résultats finaux différents, la tâche des courants anticapitalistes est de travailler à la formation de nouveaux et efficaces instruments politiques de lutte et d'aider à ce que ces instruments aient un programme, une stratégie et une pratique quotidienne les plus avancés possible.

Dans la périphérie européenne la situation de la gauche est très différente selon les pays. En Grèce et au Portugal existent des instruments permettant de faire de la politique avec une audience de masse. Dans le premier cas il est question de construire Syriza, de renforcer son aile gauche et de veiller à tracer des ponts entre celle-ci et Antarsya, ainsi que de travailler pour que la plus grande partie du projet maintienne une position de rupture avec l'austérité et non de compromis avec la troïka. Au Portugal il s'agit de continuer à développer le Bloco de Esquerda, dont les perspectives électorales sont de nouveau en hausse et qui apparaît comme la formation la plus liée aux nouveaux mouvements de résistance, mais cependant sur une scène de méfiance envers les partis et la représentation politico-électorale, ce qui soumet en permanence le Bloco à une tension structurelle et à une pression du ce qui est « nouveau » et « émergent ».

Dans l'État espagnol et en Italie la question qui se pose est différente : la nécessité de reconstruire la gauche et un instrument politique de lutte et de défense qui ait une audience de masse, la crédibilité sociale et la crédibilité électorale. Les formations politiques telles que Izquierda Anticapitalista (État espagnol) ou Sinistra Critica (Italie), bien qu'elles ont un impact social et une crédibilité en tant que courants militants, ne sont pas une référence politique. Les organisations réformistes, telle Izquierda Unida (IU) dans le cas espagnol, disposent d'une crédibilité électorale. On ne peut pas exclure que l'IU, si elle dépasse avec succès la tension interne entre son discours général d'opposition à la crise et sa participation à la mise en place des politiques d'austérité au sein du gouvernement andalou, pourrait s'établir de plus en plus comme un repère politico-électoral. Mais en même temps elle ne peut seule se construire en tant qu'« alternative », tout comme elle ne peut transformer en militantisme organisé ses appuis électoraux, car elle manque de crédibilité politique (qui n'est pas la même chose que la crédibilité électorale) et de liens sociaux réels, parce qu'elle apparaît comme faisant partie de ce qui est « ancien » et de la politique traditionnelle. La question de l'outil politique est donc posée.

Le problème à l'ordre du jour c'est comment reconstruire la gauche dans une société ébranlée par un immense processus de transformation sociale qui déstabilise tous ses domaines. A mesure que les plans d'ajustement reconfigurent la société, ébranlent toutes les structures politiques et sociales, la nécessité de construire de nouveaux outils politiques devient de plus en plus évidente. En partant du rejet des politiques d'austérité, il s'agit de travailler pour que — comme nous l'avons déjà signalé — les nouveaux instruments politiques qui apparaissent aient une orientation programmatique et stratégique et une pratique quotidienne la plus possible en faveur de la rupture et un projet de changement social le plus avancé et développé. Les formes que prendront ces nouveaux projets politiques à construire sont imprévisibles et vont sûrement avoir des contours confus, avec des contradictions et des limites programmatiques et stratégiques. On assistera à une diversité de dynamiques nationales, en fonction des traditions politiques, du poids respectif des différents courants de la gauche et de la configuration de la gauche sociale et syndicale. En ajustant la tactique à la diversité des contextes et des rôles respectifs qu'ils jouent dans chaque pays, les courants anticapitalistes doivent participer activement aux tentatives et aux expériences de construction de nouveaux instruments politiques larges et utiles dans les pays où ce travail reste à

faire (la majorité !) tout en ayant, en même temps, un projet propre de construction et de développement ambitieux.

**Josep Maria Antentas**

---

---

**P.-S.**

\* Paru sur le site d'Inprecor :

<http://orta.dynalias.org/inprecor/>

\* Traduit de l'espagnol par JM, les intertitres sont de la rédaction.

\* Josep Maria Antentas, sociologue, est membre de la direction de Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste, section de la IV<sup>e</sup> Internationale dans l'État espagnol) et du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.